

Les technologies de la communication protègent-elles les réfugiés d'Amérique centrale ou les mettent-elles en danger ?

Guillermo Barros

Dans un monde plus connecté que jamais, de nombreux réfugiés ne parviennent pas à obtenir des informations ni à communiquer lorsqu'ils en ont le plus besoin. Paradoxalement, le fait d'avoir un téléphone ou de se connecter à Internet peut les mettre en danger s'ils ne prennent pas de mesures de sécurité.

Pour les réfugiés et les autres migrants originaires du Salvador, du Guatemala et du Honduras (le Triangle du nord de l'Amérique centrale¹), la communication est l'une de leurs priorités majeures sur la route qui les mène au Nord. Des entretiens conduits dans des refuges pour migrants au Mexique en 2016 ont révélé sans ambiguïté que de nombreux réfugiés

préféraient investir une part importante de leurs rares ressources pour rester en contact avec leur famille, leurs amis ou les connaissances susceptibles de les aider pendant leur périple.²

Souvent, ils accordent même plus d'importance à l'information qu'à l'alimentation ou au logement. La plupart des personnes que nous avons interrogées voyageaient avec

octobre 2017

www.fmreview.org/fr/ameriquelatine-caraibes

leur propre téléphone portable ou souhaitaient s'en procurer un. Elles utilisent également de plus en plus souvent des applications telles que Google Maps pour trouver des informations sur les pays qu'elles connaissent et utilisent des réseaux sociaux en ligne, en particulier Facebook, et des services de messagerie tels que WhatsApp quand cela est possible. Facebook leur sert principalement pour communiquer avec leur famille et d'autres connaissances qui se trouvent soit dans leur pays d'origine soit aux États-Unis, mais aussi à contacter les personnes qui seraient susceptibles de les aider à éviter les barrages routiers et pourraient leur transférer de l'argent.

Seule une personne interrogée sur cinq confiait avoir planifié, avant son départ, une stratégie de communication pour assurer sa propre protection. La plupart des personnes indiquaient envisager simplement d'essayer de communiquer lorsqu'elles en auraient la possibilité. Pour celles qui avaient pris le temps et s'étaient donné la peine d'évaluer chaque contexte et de coordonner leur voyage avec leur famille, il était vital que cette dernière connaisse chaque jour leur emplacement exact pour pouvoir lancer des recherches plus efficaces en cas de perte de contact.

Selon les personnes interrogées, leurs principaux besoins en information sont les suivants : des données fiables sur les zones les plus dangereuses (en raison de la présence de groupes armés) ; l'emplacement des postes de contrôle de la police ; le montant des pots-de-vein qu'elles sont susceptibles de devoir verser à chaque étape ; les caractéristiques de chaque endroit ou terrain qu'elles s'apprennent à traverser ; et les critères, les procédures et les délais pour solliciter le statut de réfugié au Mexique.

Des communications risquées

Traverser le Mexique avec un téléphone portable peut constituer en soi une menace. Les groupes criminels mexicains kidnappent souvent les réfugiés et les autres migrants qui ont de la famille ou des relations aux États-Unis pour les forcer à fournir les coordonnées de ces personnes, qu'ils peuvent ensuite contacter pour leur demander une rançon. Le simple



Des téléphones portables sont rechargés dans un abri pour réfugiés et migrants.

fait de transporter un téléphone peut attirer l'attention des criminels et les amener à croire que les migrants concernés ont de la famille qu'il est possible d'extorquer. De plus, les migrants en situation irrégulière qui traversent le Mexique munis d'un téléphone portable courent également le risque d'être pris pour des « coyotes » (trafiquants d'êtres humains) s'ils sont interceptés par des groupes criminels ou par les services mexicains de l'immigration. Les criminels attaquant un groupe de migrants supposent que la personne détenant un téléphone est celle qui les guide vers le nord. Dans ce cas, les criminels pourront demander à cette personne de verser une « commission » pour leur permettre de guider les migrants à travers le territoire contrôlé par les bandes criminelles.

Tel a été le mode opératoire adopté ces dernières années par le cartel de la drogue Los Zetas.

Selon les témoignages recueillis, il semble que le fait d'emprunter un téléphone ou de le prêter à un autre migrant pour qu'il passe un appel ou envoie un message puisse également poser des problèmes. En effet, en cas d'utilisation du téléphone d'un autre migrant, le numéro de la personne appelée (relation familiale ou autre) est enregistré dans l'appareil, si bien qu'il peut être utilisé à des fins d'extorsion. Par précaution, les migrants peuvent effacer les numéros composés, mais ils ne le font pas systématiquement.

Nombre de personnes traversant le Mexique considèrent que les communications numériques sont plus sûres que les communications téléphoniques dans ce contexte de forte insécurité, dans la mesure où elles n'impliquent pas de transporter de téléphone portable ou de mémoriser des numéros de téléphone. On constate toutefois une certaine méfiance à l'égard des réseaux sociaux tels que Facebook : les réfugiés craignent que leur profil ou des applications qui ne sont pas entièrement sûres puissent donner des indications sur l'endroit où ils se trouvent.

Recommandations

La communication peut poser des risques considérables et pourtant, les psychologues travaillant dans les refuges pour migrants confirment que la possibilité de communiquer avec leur famille est extrêmement bénéfique pour la santé psychique des réfugiés, car elle réduit sensiblement leur niveau de stress.

Selon la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, l'assistance humanitaire devrait considérer qu'il est tout aussi prioritaire de donner accès à l'information et aux technologies qu'à l'alimentation, à l'eau et à un abri. Cependant, il n'existe aucune stratégie nationale coordonnée au Mexique pour porter assistance aux migrants de cette manière ; les refuges pour migrants disposent de ressources limitées et, de surcroît, chacun possède sa propre politique de communication, si bien que les migrants ne peuvent savoir avec certitude quels seront les moyens de communication disponibles sur place. À part un service d'appel gratuit offert aux migrants par le Comité international de la Croix-Rouge et de la Croix-Rouge mexicaine dans certains refuges, il semble que les autorités mexicaines ou les organisations non gouvernementales (ONG) n'ont mis en place aucune initiative pour répondre aux besoins de communication des migrants.

Les conclusions de nos recherches donnent lieu à plusieurs recommandations. Tous les acteurs œuvrant pour la protection des réfugiés et des autres migrants en transit devraient chercher en priorité à leur donner un accès sûr aux informations et à des moyens de communication. Il serait également souhaitable de créer un cadre de coordination à la fois entre tous les acteurs travaillant sur le terrain et avec les autres parties prenantes susceptibles de collaborer à certains projets en tant que bénévoles numériques, c'est-à-dire les militants en ligne, organisés en réseaux présents dans le monde entier, et qui facilitent l'intervention humanitaire en assurant la collecte et la gestion de données.

De leur côté, les refuges pour migrants pourraient proposer à ces derniers un accès régulier à des moyens de communication, tandis que les ONG pourraient organiser dans ces refuges des ateliers visant à promouvoir l'utilisation sûre des téléphones et des réseaux sociaux, et pourraient également construire des sites Web communiquant des informations pratiques et facilement accessibles aux personnes en transit.

Quant aux autorités mexicaines, elles pourraient promouvoir des initiatives humanitaires dans le domaine de la communication, par exemple en mettant à disposition des réfugiés et des autres migrants des lignes téléphoniques sûres et gratuites pour leur permettre de parler à leur famille. Elles devraient également enquêter sur les cas d'extorsion téléphonique et les autres crimes semblables commis à l'encontre des réfugiés, les migrants et leur famille, et faire en sorte que les réfugiés puissent consulter par voie électronique l'état d'avancement de leur demande d'asile ou de visa humanitaire.

Enfin, les entreprises privées pourraient améliorer le réseau de communication dans les zones de transit des migrants et réduire le prix des cartes téléphoniques utilisées par les réfugiés et les migrants pour appeler leur pays d'origine.

Guillermo Barros gbarrosv@gmail.com

Ancien rédacteur en chef de l'Agence France-Presse au Mexique, actuellement étudiant en master d'études contemporaines de l'Amérique latine à l'Université de Complutense, Madrid www.ucm.es

1. Également dénommé «Nord de l'Amérique centrale»
2. Travaux de terrain conduits en septembre 2016 dans les refuges pour migrants La 72 (sud du Mexique) et Belén Posada del Migrante (nord du Mexique). L'échantillon interviewé se composait de 40 réfugiés et autres migrants âgés de 14 à 53 ans, venus du Salvador, du Guatemala et du Honduras.